

**Investir dans les  
générations futures :**  
capital humain, systèmes  
alimentaires durables et  
action contre le changement  
climatique par le biais de  
l'alimentation scolaire



La **Coalition pour l'alimentation scolaire (SMC)** a été lancée lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en septembre 2021, avec pour objectif de fournir à chaque enfant un repas scolaire sain et nutritif d'ici 2030. La Coalition est un réseau en pleine croissance dirigé par les États membres, aidé par un Secrétariat hébergé par le Programme alimentaire mondial (PAM). À ce jour, **96** pays à travers le monde ont rejoint la Coalition avec **115** partenaires, dont des agences des Nations Unies, des organisations internationales, des ONG, des parlementaires, des groupes de réflexion et des universités, afin d'améliorer et de restaurer les programmes d'alimentation scolaire en tant que plateformes de transformation des systèmes alimentaires et éducatifs.

Deux ans après son lancement, la Coalition a obtenu des résultats significatifs. Elle s'avère être une plateforme innovante pour l'action multilatérale et un formidable outil pour catalyser les actions nationales. Grâce à cet élan, la volonté politique en matière d'alimentation scolaire a changé du tout au tout. L'investissement mondial dans ces programmes a augmenté de 5 milliards de dollars, passant de 43 milliards de dollars américains en 2020 à 48 milliards de dollars américains en 2022, pour atteindre 418 millions d'enfants, contre 388 millions avant la pandémie<sup>1</sup>.

Sous le haut patronage du Président de la République française, la première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est tenue à Paris les 18 et 19 octobre 2023. En présence de 66 pays, 4 organismes régionaux et 65 partenaires, la réunion a présenté l'opportunité de montrer la mobilisation et les engagements des membres de la Coalition en faveur de l'alimentation scolaire et de fixer collectivement des objectifs ambitieux pour les années à venir. La réunion a mis en évidence que les gouvernements considèrent les programmes de repas scolaires comme un puissant levier politique de transformation, allant au-delà de l'alimentation des enfants. Les repas scolaires constituent une passerelle vers un avenir plus sain, plus inclusif et plus prospère. Ils présentent de multiples avantages connexes et jouent un rôle majeur dans la résolution des problèmes éducatifs, sociaux, économiques et environnementaux, tout en façonnant des normes d'alimentation saines. La fourniture de repas scolaires nutritifs aux enfants sert de filet de protection sociale et constitue un puissant levier pour nourrir la prochaine génération, créer des emplois, stimuler la croissance économique et favoriser le développement à long terme des pays du monde entier.

Au cours de l'événement, les pays, les organismes régionaux et les partenaires ont présenté leurs efforts passés et à venir en vue de la réalisation de cinq objectifs principaux :

- Des **engagements forts de la part des pays** pour étendre et investir dans les programmes de repas scolaires, les rendant accessibles à tous les écoliers dans le monde.
- **Les organismes régionaux** font preuve de leadership et dévoilent les visions régionales et les engagements nationaux concrets qui ont émergé d'une série de réunions régionales tenues au cours de 2023.
- Plusieurs annonces de partenaires pour lancer des **initiatives ambitieuses** liées aux systèmes alimentaires, au climat et à l'éducation.
- Un programme d'action clair en matière de **financement** visant à améliorer la qualité et la durabilité des programmes.
- Des repas scolaires positionnés dans l'agenda international pour contribuer à certains des défis les plus urgents de notre époque et au changement de paradigme du développement économique et du bien-être, y compris la paix, la cohésion sociale et la stabilité. La réunion a servi de rampe de lancement pour l'engagement de la Coalition pour l'alimentation scolaire en **2024 et au-delà**.

---

1 - PAM. 2022. Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022. Rome, Programme alimentaire mondial.

# 1. Engagements des pays

Les pays ont présenté les progrès réalisés et annoncé de nouveaux engagements pour élargir et investir dans les programmes de repas scolaires, avec la vision de les mettre à la disposition de tous les écoliers dans le monde. L'objectif de la Coalition est d'atteindre environ 720 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le monde : avec une couverture actuelle de 418 millions d'élèves, de nombreux enfants n'ont toujours pas accès à ces programmes.

Au cours de la réunion, le Brésil a rejoint la France et la Finlande en tant que coprésident de la Coalition, et les trois coprésidents ont accueilli **9** nouveaux pays membres et partenaires qui se sont engagés à atteindre les objectifs de la Coalition : la Belgique, l'Italie, la Lettonie, la Mongolie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, l'Ukraine, la Banque islamique de développement et la Banque mondiale.

Lorsque les pays rejoignent la Coalition, ils sont encouragés à élaborer des engagements nationaux clairs et ambitieux visant à la fois à améliorer leurs propres programmes et à aider les autres à faire de même. Ces engagements peuvent porter sur différents aspects, notamment l'élargissement de la couverture et du financement, l'instauration de politiques et de normes, l'amélioration de la qualité et la promotion du partage des connaissances et des efforts de sensibilisation.

Lors du sommet, **35** pays ont fait part des progrès réalisés jusqu'à présent et ont annoncé de nouveaux engagements dans le cadre des efforts de la coalition pour atteindre 720 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire dans le monde. À l'heure actuelle, **34** pays ont soumis à la Coalition leurs engagements nationaux en faveur de l'expansion et de l'investissement dans les programmes d'alimentation scolaire, ainsi que leurs stratégies pour faire progresser les engagements nationaux dans leurs contextes respectifs. Un appel pressant a été lancé aux membres de la Coalition et aux dirigeants pour qu'ils s'aident mutuellement à concrétiser ces engagements. Les interventions ont démontré que la Coalition est animée par un leadership et des ambitions nationales.



**S.E. Xiomara Castro Sarmiento**,  
Présidente de la République du Honduras



*De gauche à droite :* **Valerie Guarnieri**,  
Directrice exécutive adjointe, PAM / **Maria  
Laura da Rocha**, Secrétaire générale des  
Affaires étrangères, Brésil / **Ville Tavio**,  
Ministre du Commerce extérieur et du  
Développement, Finlande / **Chrysoula  
Zacharopoulou**, Secrétaire d'État chargée  
du Développement, France



## Quelles ont été les réalisations jusqu'à présent ?

Le Sommet a mis en lumière des exemples remarquables de progrès, présentés par une variété de pays comme suit (par ordre alphabétique).

### Arménie

- À partir de juillet 2023, l'Arménie a pris en charge l'intégralité du programme de repas scolaires du Programme alimentaire mondial. Le gouvernement fournit désormais des aliments sains et nutritifs à toutes les écoles élémentaires des 10 régions d'Arménie, à l'exception de la capitale, Erevan.
- L'Arménie a créé une institution spécialisée chargée de veiller à l'efficacité du programme. Les cuisiniers, qui recevaient une compensation symbolique, font désormais partie du personnel éducatif. compensation, are now part of the education staff.

### Bénin

- Le Président s'est personnellement engagé en faveur des repas scolaires. Le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec le PAM et avec des fonds nationaux. La couverture est passée de 31 % en 2016 à 75 % aujourd'hui, soit 1,2 million d'enfants. Il existe également une participation multisectorielle et la priorité est donnée aux approvisionnements locaux, avec 75 % des aliments provenant de sources locales.
- Pour assurer la durabilité, un projet de loi relative à l'alimentation scolaire est en cours d'adoption avec la nutrition intégrée dans le programme, et une institution axée sur l'alimentation scolaire a été créée par un décret.
- Pour aller de l'avant, le gouvernement s'est engagé à assurer une couverture universelle dans les écoles primaires publiques d'ici 2026 et a budgétisé les ressources nécessaires.

### Brésil

- Le Brésil considère le renforcement de son programme national d'alimentation scolaire, le plus important d'Amérique latine, comme un élément fondamental pour sortir le pays de la faim. En 2023, après cinq années de réduction, le budget fédéral alloué aux États et aux municipalités pour le programme national d'alimentation scolaire a augmenté de 40 %, ce qui a permis à 40 millions d'enfants de bénéficier du programme chaque jour.
- Le Brésil a également lancé un vaste programme intitulé « Brésil sans faim », qui coordonne les transferts monétaires non conditionnels, les programmes nationaux d'approvisionnement et les repas scolaires. Au moins 30 % des aliments destinés aux repas scolaires doivent provenir de l'agriculture familiale.
- La coopération internationale est un autre domaine d'action stratégique. Depuis 2008, le pays collabore avec le PAM, la FAO et l'ONU pour renforcer la collaboration Sud-Sud et trilatérale avec l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie.

## Éthiopie

- Le gouvernement s'est engagé à garantir la disponibilité de nourriture pour les élèves au moyen de la politique gouvernementale centrée sur la population et en appliquant des normes d'alimentation scolaire. En conséquence, les abandons scolaires sont passés de 1,2 % à 0,3 % et les redoublements ont été réduits à 0,8 % au cours des trois dernières années. En outre, les résultats scolaires se sont considérablement améliorés dans les écoles.

## Finlande

- La Finlande est le coprésident de la Coalition pour l'alimentation scolaire et a accueilli la première réunion de sa Taskforce en 2022. La Finlande est soutien constant des programmes du PAM sur le plan financier : elle a contribué à hauteur de 3 millions de dollars américains au total pour les programmes de repas scolaires en 2023.

## France

- En tant que coprésidente de la Coalition pour l'alimentation scolaire, la France en est le fer de lance avec la Finlande.
- Au niveau national, la restauration scolaire est considérée comme un instrument clé de la politique de santé publique, d'éducation et de justice sociale, qui contribue également à l'autonomisation économique des femmes et au développement économique local. Plus de 7 millions de repas sont servis chaque jour. En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, un petit-déjeuner gratuit a été offert à 250 000 enfants en 2022/2023. Ce programme sera étendu à l'outre-mer et aux territoires les plus fragiles en France. En outre, les enfants issus de familles défavorisées ont accès à la restauration scolaire pour un euro par jour.
- La législation française a rendu obligatoire l'utilisation d'au moins 50 % de produits alimentaires durables ou de haute qualité, dont au moins 20 % de produits biologiques, dans les repas scolaires ainsi que l'introduction d'un repas végétarien par semaine dans les menus.

## Honduras

- Le président du Honduras a souligné la mise en œuvre d'une politique nationale qui assure la gratuité de l'enseignement primaire et des repas scolaires. Aujourd'hui, 95 % des élèves du système scolaire public - soit 1,3 million d'enfants - bénéficient de repas scolaires gratuits, y compris les enfants des communautés indigènes et afro-honduriennes.
- Le programme national est développé dans une optique communautaire, impliquant les familles, les enseignants, les municipalités, les communautés, et cherche à développer l'approvisionnement local pour intégrer les petits exploitants dans l'économie, établir des systèmes alimentaires durables et promouvoir le développement rural.

## Japon

- Toutes les écoles primaires et secondaires fournissent des repas scolaires. Le Japon est convaincu de l'importance de la nutrition et d'une alimentation saine, ainsi que de l'éducation nutritionnelle.
- Le Japon apporte son aide à d'autres pays en matière d'éducation alimentaire et de repas scolaires à base de produits locaux. En Sierra Leone, il apporte son aide pour que le riz produit par les agriculteurs locaux soit utilisé dans les repas scolaires.
- Le pays encourage les échanges de connaissances et les initiatives d'aide technique avec des pays comme le Bangladesh, la Malaisie, la Mongolie et le Nigéria.
- Le Japon souhaite que tous les enfants puissent avoir accès aux repas scolaires et aidera les efforts allant dans ce sens. Le communiqué du G7 d'Osaka de 2023 mentionne l'importance des repas scolaires en tant que filet de protection sociale, ce qui illustre l'engagement du Japon à attirer l'attention de la communauté internationale sur cette question.

## Luxembourg

- Le Luxembourg a lancé sa nouvelle stratégie « Supply for future », qui vise à augmenter la part des produits locaux dans les repas scolaires à 50 %, la part des produits biologiques à 40 % et les options végétariennes à 50 %, d'ici 2025.
- Une plateforme numérique respectant les législations européennes en matière d'appels d'offres a été mise en place pour permettre aux fournisseurs de travailler directement avec les cantines scolaires, réduisant ainsi la distance entre les producteurs et les cantines, le gaspillage alimentaire et la pollution plastique.

## Libye

- Le ministère de l'Éducation du gouvernement d'union nationale a réussi à travailler avec les autorités législatives pour allouer 200 millions de dinars dans le budget 2023 pour les repas scolaires, mais en raison des divisions politiques en Libye, il est encore difficile d'obtenir le transfert de ce financement pour mettre en œuvre les repas scolaires.
- Le ministère a également créé des postes dans les structures organisationnelles pour un spécialiste de la nutrition chargé de superviser la qualité et la sécurité des repas et de veiller à ce que les fournisseurs respectent les réglementations et les normes de qualité, en plus d'organiser des séances d'éducation sur les habitudes alimentaires saines.
- Le ministère coopère actuellement avec les parties prenantes pour formuler une stratégie de repas scolaires basés sur des produits locaux afin d'améliorer l'appropriation nationale et le renforcement des capacités des acteurs locaux.
- Il coopère également avec des partenaires pour rendre les repas disponibles dans les écoles, en particulier pour les enfants vivant dans les zones les plus vulnérables et les plus éloignées. Des cuisines centrales seront mises en place à Dirna, la zone touchée par l'ouragan Daniel en 2023, pour nourrir plus de 20 000 élèves.

## **Namibie**

- La Namibie a piloté un programme innovant d'alimentation scolaire locale qui vise à diversifier et à améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires. Implanté dans 29 écoles réparties dans 7 des 14 régions du pays, le programme se concentre sur des méthodes et stratégies d'agriculture régénérative qui sont adaptées aux climats arides. Ceci inclut la mise en place de jardins scolaires, l'achat de produits auprès de petits agriculteurs, ainsi que l'utilisation de techniques respectueuses du climat, comme l'irrigation goutte à goutte. Ce projet pilote influencera l'avenir du programme national d'alimentation scolaire.

## **Nigéria**

- Le gouvernement a institutionnalisé le programme national d'alimentation scolaire à base de produits locaux, qui bénéficie à 10 millions d'enfants, favorise le développement économique local et apporte une aide au revenu des femmes, tout en impliquant plus de 700 gouvernements locaux. Les repas scolaires font partie des stratégies clés pour atteindre les priorités nationales de développement et sont entièrement financés par le budget national.

## **Sao Tomé-et-Principe**

- Sao Tomé-et-Principe est le premier pays d'Afrique à offrir une alimentation scolaire universelle et gratuite aux élèves du primaire, financée exclusivement par le budget de l'État. Sur la base de cette réalisation, l'objectif est de promouvoir l'approvisionnement local et de fournir des repas à tous les élèves des écoles maternelles, primaires et secondaires d'ici à 2030.

## **Soudan du Sud**

- Le gouvernement a élaboré une stratégie nationale, qui a établi des perspectives sur 5 ans pour le programme de repas scolaires, afin de passer d'une approche d'intervention en situations d'urgences à un système d'alimentation scolaire à base de produits locaux, un modèle qui s'avère plus abordable et plus durable.

## **Suède**

- Depuis 70 ans, la Suède offre des repas scolaires gratuits financés par les municipalités pour tous les élèves. Ce pays, déjà engagé dans l'adoption de nombreuses politiques éco-responsables, a récemment réalisé une analyse des coûts et bénéfices résultant de l'introduction de ces politiques.
- Par ailleurs, un projet pilote intitulé « Une nouvelle recette pour les repas scolaires », a été lancé dans quatre municipalités. Ce projet vise à innover au sein du système des repas scolaires et à lier la transformation du système alimentaire à des initiatives dans les domaines de l'éducation, de la résilience locale et de la santé publique. Il met particulièrement l'accent sur l'implication de diverses parties prenantes à tous les niveaux. Des politiques nouvelles seront élaborées en fonction des résultats obtenus à l'issue de ce projet pilote.

- Tadjikistan**
- En 2022, le gouvernement a approuvé le développement du programme de repas scolaires et a engagé des fonds supérieurs à un million de dollars américains dans le budget de l'État pour les années 2021 et 2022.
- Philippines**
- Les Philippines ont réalisé une expansion historique de leur programme de repas scolaires, s'inscrivant dans une démarche d'investissement dans le développement global des élèves. Cette expansion comprend le doublement du budget dédié aux repas scolaires, le portant à plus de 200 millions de dollars américains, l'augmentation du nombre de jours de distribution des repas à l'école, l'introduction de repas chauds, et la revitalisation des jardins scolaires pour soutenir le programme.
- Timor-Leste**
- Le Timor-Leste offre des repas scolaires à 350 000 enfants dans le cadre de son programme national, lequel s'appuie sur des produits alimentaires locaux. En 2023, le budget national consacré à l'alimentation scolaire a été augmenté pour garantir la qualité des repas. Des preuves empiriques ont déjà montré la corrélation positive entre les repas scolaires et les résultats d'apprentissage.
  - Le pays est sur le point de lancer un manuel des repas scolaires élaboré avec l'assistance technique du PAM pour renforcer davantage le programme, en mettant fortement l'accent sur la qualité nutritionnelle.
  - Le Timor Leste encourage également les jardins scolaires, intégrés au programme pédagogique, et les campagnes de sensibilisation à l'éducation.
- États-Unis**
- Pendant la pandémie, le Congrès américain a financé la mise à disposition de repas scolaires gratuits pour les enfants. Dix États ont adopté des lois en faveur de programmes universels de repas scolaires gratuits tandis que vingt autres États s'emploient à faire approuver des législations similaires.
  - Depuis 2020, le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a alloué près de 3,8 milliards de dollars pour l'achat d'aliments nationaux et non transformés, en privilégiant les achats auprès de petits producteurs et de producteurs marginalisés.
  - Depuis la fin de la pandémie, les repas scolaires fournis avec l'aide du programme McGovern Dole de l'USDA ont non seulement contribué à ramener les enfants à l'école et à les motiver à y rester, mais ont également aidé à combattre la faim et soutenu l'apprentissage. Actuellement, 48 projets McGovern Dole sont en cours dans 33 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.







De gauche à droite : **Céline Jurgensen**, Ambassadrice, Représentante Permanente de la France auprès des Nations Unies, France / **Maria Laura da Rocha**, Secrétaire générale des Affaires étrangères, Brésil / **Ville Taviö**, Ministre du Commerce extérieur et du Développement, Finlande / **Henry Ori**, Ministre de l'Education, Suriname / **Curtis King**, Ministre de l'Education, Saint-Vincent-et-les-Grenadines / **Ihor Kuzin**, Vice-ministre de la santé, Ukraine / **Eduards Stiprais**, Ambassadeur de Lettonie en France / **Ulambayar Nyamkhuu**, Ambassadrice de Mongolie en France / **Rita Almeida**, Directrice de la pratique mondiale de l'éducation en Europe et en Asie centrale, Banque Mondiale

## Quels sont les nouveaux engagements ?

Les pays ont également dévoilé de nouveaux engagements, non seulement pour faire avancer leurs programmes nationaux, mais aussi pour contribuer à l'objectif global de la Coalition, qui est de veiller à ce que chaque enfant scolarisé ait accès à un repas nutritif quotidien. Les pays suivants ont pris de nouveaux engagements pour renforcer leurs programmes nationaux et fournir des repas sains à un plus grand nombre d'enfants. Des pays de tous niveaux de revenus ont démontré que des progrès sont possibles malgré les difficultés, en annonçant des augmentations de leurs financements nationaux (voir section 4. *Actions de financement*). Outre les pays qui ont annoncé de nouveaux engagements lors de la réunion, énumérés ci-dessous par ordre alphabétique, plusieurs pays ont été reconnus pour avoir pris des engagements récents envers la Coalition, notamment le Bangladesh, l'Irak, le Lesotho, le Libéria et le Sénégal.

### Arménie

- Le gouvernement s'est engagé à étendre la couverture à la capitale, Erevan, et à faire en sorte que les collégiens et les lycéens aient accès à des aliments nutritifs et à des repas scolaires d'ici 2030, grâce à des mécanismes de cofinancement.
- L'Arménie met également en place des programmes éducatifs qui intègrent des modes de vie sains dans les programmes scolaires.
- En septembre 2023, l'Arménie a accueilli 100 000 réfugiés. Nombre d'entre eux sont des enfants d'âge scolaire qui sont inscrits dans des écoles et recevront des repas scolaires. L'intervention en matière de repas scolaires améliorera l'adaptabilité des réponses aux crises.

## Brésil

- En tant que coprésident de la Coalition, le Brésil multipliera ses efforts pour promouvoir l'accès à des repas sains et nutritifs à l'école dans tous les pays grâce à la coopération internationale.
- Lors de sa prochaine présidence du G20 en 2024, le Brésil mettra l'accent sur les repas scolaires comme outil essentiel pour lutter contre la faim et la malnutrition et pour s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités dans le cadre du dialogue plus large sur une Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.
- Le Brésil entend renforcer ses efforts de coopération internationale et défendra une nouvelle initiative, intitulée « Stratégie de coopération internationale en matière d'alimentation scolaire ». Celle-ci vise à identifier et à diffuser les meilleures pratiques pour améliorer les programmes d'alimentation scolaire durables, en se concentrant notamment sur la coopération Sud-Sud et la coopération trilatérale.
- L'Université de São Paulo, en collaboration avec le Consortium de recherche, dirigera une étude de cas sur le programme au Brésil et établira une communauté de pratique dédiée à l'exploitation de l'intelligence artificielle dans la conception des repas scolaires.

## Burundi

- Le Burundi s'est engagé à poursuivre la couverture universelle dans l'enseignement préscolaire et primaire et à étendre progressivement la couverture à 50 % en 2027 et à 100 % en 2032, par rapport aux 24 % actuels.
- Au cours de la prochaine année scolaire, 2023/2024, le Burundi introduira le petit-déjeuner en plus du déjeuner, permettant ainsi aux élèves de bénéficier de deux repas par jour dans les établissements scolaires.
- Le gouvernement aspire à augmenter l'approvisionnement local en faisant appel aux coopératives agricoles et à inciter les petits exploitants agricoles à contribuer au développement communautaire.
- Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement continuera à mobiliser l'aide en faveur des repas scolaires, tant au niveau national qu'international. Il favorisera les partenariats pour le programme de repas scolaires, notamment avec les États-Unis dans le cadre du projet McGovern Dole.

## Côte d'Ivoire

- Le gouvernement de la Côte d'Ivoire considère son programme de repas scolaires comme un outil de développement du capital humain. En Côte d'Ivoire, seulement 36 % des écoles primaires sont couvertes.
- Le pays a indiqué qu'il travaillait à la révision de la stratégie nationale d'alimentation scolaire afin d'y intégrer une approche multisectorielle et d'y inclure d'autres secteurs comme la santé et l'agriculture. Par ailleurs, l'étude de retour sur investissement réalisée en collaboration avec le consortium de recherche jouera un rôle clé pour souligner l'importance des repas scolaires et guider ce processus.

## Finlande

- La Finlande continuera d'assurer le leadership de la Taskforce et du groupe de travail de la coalition, ainsi que son engagement dans l'initiative de financement durable et le consortium de recherche de la coalition.
- Le pays s'est fermement engagé, à un haut niveau, à poursuivre son travail de plaidoyer pour susciter l'intérêt et les ressources en faveur des repas scolaires. La Finlande restera un appui solide pour les programmes du PAM sur le plan financier. Elle continuera également à fournir une expertise technique aux pays qui souhaitent développer leurs programmes de repas scolaires, par exemple en appliquant des critères d'achat qui incluent des méthodes de culture respectueuses de l'environnement, la sécurité alimentaire, la nutrition, le bien-être et la santé des animaux, et en encourageant la participation des élèves à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation.
- Un site web fournira des informations sur les repas scolaires finlandais et des liens vers les partenaires et les parties prenantes.

## France

- Au niveau national, la France poursuivra son ambition nationale, notamment à travers les initiatives « repas scolaire à 1 € » et « petit-déjeuner scolaire gratuit », tout en renforçant ses engagements pour la qualité et la sobriété alimentaire grâce à une « équipe de France des cantines ». À partir de 2024, chaque élève du primaire aura l'opportunité de préparer un repas pour ses camarades de classe avec les cuisiniers de l'école, ce qui contribuera à sensibiliser à l'importance des aliments non transformés.
- Sur la scène internationale, la France s'est engagée à continuer de promouvoir le programme de la Coalition, notamment lors de la session de reconstitution des ressources du FIDA-13 en décembre 2023, des Jeux olympiques de Paris 2024 pour le développement durable, et par la mise en œuvre de l'« Appel pour la sécurité alimentaire » lancé avec ses partenaires en septembre 2023, lors de l'Assemblée générale de l'ONU. Les organismes de recherche français, dont l'Institut Agro, le CIRAD, l'IRD et l'INRAE, contribueront à l'identification de solutions pour répondre aux objectifs de la coalition.
- La France a rehaussé son aide financière à l'alimentation scolaire dans les pays vulnérables et s'engage à maintenir au minimum ce niveau de soutien pour 2024, notamment à travers son soutien financier au PAM et par ses initiatives de lutte contre la faim à l'échelle mondiale.

## Haïti

- À partir de 2024, la couverture des enfants d'âge préscolaire passera de 20 % en 2020 à 60 % en 2024, grâce à une augmentation des financements.

## **Honduras**

- Le Honduras a affirmé son engagement continu dans la lutte contre la faim et la malnutrition infantile, en particulier au niveau préscolaire. Le gouvernement continuera à travailler avec la FAO pour améliorer la qualité des repas scolaires, en promouvant une approche intégrale et multisectorielle pour garantir la qualité nutritionnelle des repas.
- Le Honduras s'est fermement engagé à atteindre les objectifs de la Coalition et à unir ses forces à celles des partenaires pour garantir aux enfants la nourriture, la santé et l'éducation dont ils ont besoin pour grandir et s'épanouir dans un monde de paix, d'égalité et de justice.

## **Kenya**

- Le Kenya prévoit d'étendre le programme d'alimentation scolaire de 1,8 million à 2,5 millions d'enfants en 2023, et à terme à 10 millions d'enfants, et s'est engagé à cette fin à doubler le budget national alloué à ce programme..
- Le Kenya s'est engagé à défendre les programmes de repas scolaires respectueux de la planète lors du Sommet africain sur le climat. Sous la direction du président Ruto, le pays a ancré les repas scolaires en tant qu'intervention sur le changement climatique dans les efforts nationaux et intègre des mesures respectueuses du climat dans son programme national de repas scolaires, y compris des initiatives de cuisson propre.

## **Luxembourg**

- L'ambition du Luxembourg est de fournir des repas gratuits à tous les élèves dès que possible.

## **Liban**

- Le Liban s'engage à fournir des repas scolaires aux écoliers dans toutes les écoles publiques et dans certaines écoles privées situées dans des zones vulnérables d'ici 2030.

## **Mexique**

- Le Mexique s'est fixé pour objectif d'assurer une couverture universelle en matière de repas scolaires gratuits, en élargissant l'accès de 6 millions d'élèves du primaire à 18 millions d'élèves. Le pays s'engage à s'orienter vers des repas plus sains, moins transformés et d'origine locale, et à promouvoir des environnements alimentaires scolaires sains.

## **Nigéria**

- Le Nigéria a annoncé qu'il s'engageait à étendre le programme national d'alimentation scolaire à base de produits locaux à l'ensemble de la population scolaire et qu'il prévoyait d'atteindre 20 millions d'écoliers, y compris les enfants handicapés, les enfants en situation d'urgence, ceux qui étudient dans des sites éducatifs déplacés à l'intérieur du pays et ceux qui fréquentent des écoles militaires et paramilitaires.
- Le Nigéria élargira ses partenariats et poursuivra son rôle de chef de file régional en appelant les autres pays de la région à investir dans les repas scolaires.

## **République du Congo**

- D'ici à 2025, la République du Congo s'engage à développer une stratégie pour les repas scolaires, incluant des repas sains, équilibrés et préparés avec des denrées achetées localement, ainsi que la mise en place de jardins potagers pour tous les écoliers. Le gouvernement s'est engagé à augmenter et à rendre le budget pluriannuel pour mettre en œuvre la stratégie.

## **Somalie**

- L'amélioration de l'accès à l'éducation pour tous les enfants est une priorité nationale. Le gouvernement a publié une politique nationale d'alimentation scolaire et a organisé une table ronde multisectorielle qui a abouti à l'engagement de développer une feuille de route pour établir un programme national, soutenu par une allocation budgétaire spécifique pour la prochaine année fiscale. L'objectif est de renforcer les liens avec les petits exploitants agricoles locaux afin de promouvoir la croissance économique et de continuer à établir des partenariats.

## **Soudan du Sud**

- Le gouvernement s'est engagé à poursuivre le développement de la politique sur les repas scolaires, ainsi que de la stratégie et du programme visant à institutionnaliser le programme d'alimentation scolaire mis en place dans le pays.

## **Tadjikistan**

- Le gouvernement s'engage à augmenter le budget et l'étendue de la couverture, afin de fournir des repas chauds et nutritifs à plus de 50 % des élèves du primaire d'ici 2027, et d'atteindre 100 % des élèves dès que possible par la suite. Il prévoit de doubler le budget alloué aux repas scolaires pour l'année scolaire 2023/2024.
- Il s'engage également à moderniser les cantines scolaires et les infrastructures logistiques dans toutes les écoles, et à favoriser les liens durables entre les producteurs et la restauration scolaire.

## **Togo**

- Le gouvernement du Togo a promulgué une politique d'alimentation scolaire en 2020 et a créé un comité interministériel pour la mettre en œuvre. Le gouvernement s'est engagé à impliquer les agriculteurs locaux à la production d'aliments pour les repas scolaires en allouant 40 % du budget à l'achat de produits locaux.

## Ukraine

- Le pays a initié une réforme de l'alimentation scolaire en 2020, débutant par un audit du système d'alimentation scolaire. La législation a été mise à jour et les infrastructures scolaires ont été améliorées. La réforme a connu des avancées malgré les perturbations causées par la guerre. En 2023, 700 000 enfants issus de groupes vulnérables bénéficient de repas scolaires gratuits, en particulier dans les zones de conflit. De plus, des cuisines industrielles ont été installées. L'Ukraine a proposé de partager son expérience en la matière.
- Le gouvernement ukrainien s'est engagé à verser 39 millions de dollars américains pour rénover les cuisines scolaires en 2024, reconnaissant leur rôle crucial pour les enfants affectés par la guerre.

## Émirats arabes unis (EAU)

- Les Émirats arabes unis ont lancé leur initiative en matière de repas scolaires, qui vise à fournir des repas nutritifs gratuits à tous les élèves des écoles publiques au cours des deux prochaines années, en passant d'une couverture nationale de 0 % à 100 %.
- Le gouvernement vise à ce que 70 % de certains produits alimentaires proviennent de sources locales et à établir un quota selon lequel au moins 30 % de la main-d'œuvre associée au programme sera issue des communautés à faible revenu vivant autour des écoles.
- Les Émirats arabes unis accueilleront la COP28 en décembre 2023, qui mettra l'accent sur la transformation du système alimentaire, y compris les repas scolaires. Le pays a publié la Déclaration des Émirats sur les systèmes alimentaires résilients, l'agriculture durable et l'action climatique, invitant tous les pays membres de la Coalition à l'approuver.



*Panélistes de gauche à droite : **Awut Deng Acuil**, Ministre de l'éducation, Sud-Soudan / **Musa Mohammed Almagrif**, Ministre de l'éducation, Libye / **Mariam Almheiri**, Ministre du climat, Émirats arabes unis / **Ville Tavio**, Ministre du commerce extérieur et du développement, Finlande*

## 2. Organismes et initiatives régionaux

Lors de l'événement, les entités régionales ont pris la parole pour témoigner de leur leadership et partager leurs visions régionales, en présentant des actions et des engagements concrets, fruits de rencontres régionales tenues tout au long de l'année 2023. Cinq organismes et groupements régionaux ont annoncé des actions communes visant à soutenir l'expansion des programmes de repas scolaires, incluant la création de réseaux régionaux.

Des représentants de l'Union africaine, de la CEDEAO, du réseau régional de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est et de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, ont expliqué comment ils ont élaboré une vision régionale partagée et les mesures associées susceptibles d'améliorer la qualité et l'ampleur des programmes de repas scolaires. Ils ont souligné leur leadership et comment la Coalition a pris de l'ampleur au niveau régional. Ils ont mis en évidence le rôle clé des réseaux de pairs régionaux en tant que plateformes d'échange pour les pays, permettant de surmonter les défis et de promouvoir ensemble les repas scolaires, inspirant ainsi les pays d'Asie à faire progresser la coordination et l'apprentissage au niveau régional. Des discussions ont également été entamées au sein de l'Union européenne afin de promouvoir un engagement plus fort et plus cohérent en faveur des repas scolaires. Les efforts et expériences de pays leaders qui mènent et promeuvent des réseaux régionaux pour améliorer les repas scolaires, parmi lesquels le Brésil, le Cambodge, le Mexique, le Rwanda, l'Espagne et les Philippines, ont été mis en lumière.

### Union africaine (UA)

- Elle a déclaré que les gouvernements africains ont réalisé des avancées notables dans la mise en œuvre des programmes de repas scolaires grâce à des efforts financiers et politiques, le financement national représentant désormais 85 % du financement dans les pays de différents niveaux de revenus. Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès aux repas, la qualité de l'éducation, la santé dans les écoles et la nutrition.
- Elle a souligné l'échange de connaissances qui a lieu chaque année avec l'aide de l'Union africaine à l'occasion de la Journée africaine de l'alimentation scolaire<sup>2</sup>. Les pays, avec l'aide de l'AUDA/NEPAD, encouragent le développement de stratégies d'alimentation scolaire locales afin de multiplier l'impact des programmes.
- Toutefois, en 2022, seulement 31% des élèves du primaire ont été touchés en 2022. L'UA a exhorté ses pays membres à élaborer des plans de financement durables, à veiller à ce que leurs politiques nationales hiérarchisent l'alimentation scolaire et à favoriser la collaboration entre les secteurs. Elle a également appelé les partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire à aider les réseaux et les échanges régionaux.
- L'UA a annoncé que l'alimentation scolaire serait présentée dans le cadre de l'Année de l'éducation en Afrique 2024 et a proposé un événement mondial ou continental.

### Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

- La CEDEAO a souligné l'importance qu'elle accorde à l'alimentation scolaire, comme en témoigne la réunion régionale technique qui s'est tenue en octobre 2023 à Dakar, au Sénégal, et au cours de laquelle les pays ont échangé leurs expériences. L'identification de nouvelles sources de financement et de partenariats sera essentielle pour étendre les programmes.

---

2 - Lors de la finalisation de ce rapport, on a appris que la Journée africaine de l'alimentation scolaire 2024 aura lieu au Burundi

- En guise de suivi, la CEDEAO a annoncé son intention d'accueillir une réunion sous-régionale au niveau ministériel en 2024 impliquant les ministres de l'Éducation, de l'Agriculture, de l'Économie et des Finances, et du Genre afin de maximiser l'utilisation de l'expérience acquise et d'explorer d'autres partenariats et engagements.

### Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)

- La réunion inaugurale du réseau régional de repas scolaires de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a été accueillie par le Rwanda en juin 2023. Le réseau fournit une plateforme pour le dialogue politique, l'apprentissage par les pairs et le partage des connaissances, et démontre le fort engagement des pays à fournir des repas scolaires. Les défis partagés comprennent le financement et l'utilisation efficace des ressources disponibles, ainsi que les preuves pour soutenir le plaidoyer. Chacun des neuf pays participants a désigné une personne de référence pour assurer le développement continu des politiques et le partage des expériences.

### Amérique latine et Caraïbes

- Une réunion régionale pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a eu lieu au Brésil en août 2023, où 23 gouvernements ont discuté de la voie à suivre pour leurs engagements nationaux et régionaux en matière d'alimentation scolaire. Les priorités stratégiques pour l'avenir sont les suivantes: 1. Maintenir l'engagement politique et identifier des mécanismes de financement innovants pour ces programmes 2. Renforcer les politiques visant à accroître l'approvisionnement local et l'impact sur la sécurité alimentaire 3. Renforcer la coordination entre les institutions en charge de l'alimentation scolaire.
- Le Mexique accueillera la 10e édition du Forum régional de l'alimentation scolaire en juillet 2024.

### Asie

- Les Philippines ont parlé de l'élan donné à la création d'un réseau régional pour l'alimentation scolaire et ont annoncé qu'avec le Cambodge et le PAM, elles accueilleront la première réunion régionale en Asie au début de l'année 2024 et une autre en 2025.

### Conseil de l'Union européenne (UE)

- La présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne a annoncé qu'elle plaidera en faveur d'un plus grand engagement des États membres à garantir effectivement à tous les enfants et adolescents le droit à au moins un repas sain et nutritif par jour, en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté infantile, l'insécurité alimentaire et l'exclusion sociale, en s'appuyant sur la garantie européenne pour l'enfance. Dans un premier temps, l'Espagne organise une réunion sur ce thème en novembre 2023.



**Fernanda Pacobahyba**, Vice-ministre de l'éducation, Brésil



*Panélistes de gauche à droite :* **Jose Carlos Cardona Erazo**, Ministre du développement social, Honduras / **Fatou Sow Sarr**, Commissaire au développement humain, aux affaires sociales et au genre, CEDEAO / **Claudette Irere**, Ministre de l'éducation, Rwanda



### 3. Initiatives des partenaires

Les partenaires – des municipalités et des parlementaires, ainsi que des organisations internationales et de la société civile – ont discuté de la manière dont ils aident les gouvernements à atteindre leurs objectifs et à mettre en œuvre leurs lois et politiques liées à l'alimentation scolaire, et de la manière dont ils aident à bâtir des systèmes éducatifs et des sociétés plus égales et plus inclusives. Ils ont annoncé des initiatives ambitieuses liées aux systèmes alimentaires, au climat, à l'éducation et à la nutrition.

Les organisations de la société civile (OSC) dirigées par Vision Mondiale et Plan International se sont réunies pendant le sommet pour élaborer une stratégie d'aide aux gouvernements, en envisageant des idées telles que la fourniture de fonds d'amorçage, le plaidoyer politique, les études de cas, l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'établissement de partenariats, ainsi que la mobilisation de mécanismes de responsabilisation au niveau local et au niveau mondial. Elles ont lancé un [appel à l'action conjoint de la société civile](#) pour un accès équitable à une alimentation scolaire saine et nutritive, d'origine durable, qui comprend la nécessité de garantir un financement adéquat, une meilleure qualité et des normes nutritionnelles strictes, ainsi que des mécanismes de redevabilité indépendants.

L'événement a également mis en lumière le rôle important que jouent les parlementaires et les gouvernements locaux au sein de la Coalition. Le Réseau parlementaire international pour l'éducation (IPNEd) a annoncé qu'il allait publier un outil destiné à renforcer l'engagement parlementaire en matière de repas scolaires et une nouvelle initiative, « Cities Feeding the Future », a été lancée par le Pacte de Milan pour une politique alimentaire urbaine. Dans de nombreux pays, ces programmes sont gérés au niveau de la municipalité dans le cadre du budget local. Leur gestion peut avoir un impact positif sur les systèmes alimentaires urbains et le bien-être des citoyens.

Les différentes initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en particulier le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires et l'Initiative de données et de suivi, ainsi que les partenaires et les institutions de l'ONU ont également mis en avant leurs efforts pour aider les gouvernements. Cela a illustré la manière dont la recherche, les analyses et la gestion des données nourrissent l'adoption de politiques favorables, qui, à leur tour, stimulent une volonté politique accrue pour des solutions pratiques et évolutives liées aux agendas de l'alimentation scolaire.

Le Sommet a prouvé que plusieurs partenaires et réseaux travaillent avec les gouvernements pour tirer parti des programmes d'alimentation scolaire afin de transformer les systèmes alimentaires et/ou d'améliorer la qualité et la valeur nutritionnelle des repas et d'optimiser l'impact pour les apprenants.



*Panélistes de gauche à droite : Joseph Nhan O'Reilly, Directeur exécutif, IPNED / Neema K. Lugangira, Membre du Parlement de Tanzanie*



*Panélistes de gauche à droite : Heidi Kessler, Directrice exécutive, Global Child Nutrition Foundation / Kathleen A. Sherwin, Directrice de la stratégie et de l'engagement, Plan International*

## Ville de Milan, Italie

- La ville de Milan a annoncé le lancement de « Cities feeding the Future », une initiative visant à aider les gouvernements locaux à lancer ou à améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire au cours des trois prochaines années. Cette initiative sera menée par le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan en partenariat avec la Coalition pour l'alimentation scolaire et s'articulera autour de quatre piliers : la promotion, le renforcement des capacités, le plaidoyer et les dialogues nationaux, ainsi que la recherche.
- Dans le cadre de cette initiative, ils ont proposé de créer un groupe de maires champions des repas scolaires pour aider à accélérer les progrès en partageant les connaissances, les meilleures pratiques et les défis.

## Comté de Nairobi City, Kenya

- Le programme de Nairobi passera de 100 000 enfants couverts aujourd'hui à 250 000 à partir de janvier 2024, en utilisant un modèle de cuisine centrale. Dix cuisines vertes ont déjà été mises en place. Le modèle permet la préparation à grande échelle et efficace de repas chauds nutritifs, diversifiés et sûrs. Le secteur emploie 1 500 personnes.
- La ville encourage l'utilisation de combustibles propres afin de rendre les repas scolaires plus respectueux du climat.
- Le gouvernement français s'est engagé à verser 1,4 million d'euros pour aider le programme d'alimentation scolaire de Nairobi.
- Nairobi déploie également la technologie numérique via des montres intelligentes pour suivre la participation des enfants au programme. Celles-ci donnent aux élèves un sentiment d'identité ainsi qu'une confiance dans le gouvernement.
- Le gouverneur de Nairobi a souligné que les programmes d'alimentation scolaire avaient la possibilité d'impliquer davantage les gouvernements locaux en tant qu'institutions de mise en œuvre.

## Ville de Copenhague, Danemark

- Copenhague a annoncé son soutien à l'initiative « Cities feeding the Future » et a fait part de son objectif d'utiliser 90 % de produits biologiques dans la restauration collective municipale, y compris dans l'alimentation scolaire (actuellement 87 %), de réduire les déchets alimentaires et les emballages, d'utiliser une logistique verte et d'améliorer la biodiversité grâce à une politique ambitieuse d'approvisionnement alimentaire, qui est liée à des éléments d'éducation alimentaire pour les élèves. En outre, les enfants âgés de 11 ou 12 ans doivent suivre des cours de cuisine une fois par semaine pendant au moins un an.
- Le programme de repas scolaires emploie actuellement 1 100 personnes et organise un dîner annuel pour célébrer ce personnel et reconnaître les performances exceptionnelles des écoles.

## Ville d'Addis-Abeba, Éthiopie

- La ville d'Addis-Abeba a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire et l'initiative « Cities feeding the Future ». Le programme d'alimentation scolaire de la municipalité, qui est institutionnalisé avec un budget alloué, s'est développé et fournit aujourd'hui des repas à plus de 700 000 écoliers deux fois par jour.
- Les réformes de la politique éducative fondées sur des preuves comprennent l'utilisation de terrains scolaires pour l'agriculture et l'approvisionnement des écoles en nourriture, ce qui a permis de créer des emplois pour la communauté. La réforme a amélioré la direction des écoles, l'assiduité et les résultats scolaires des élèves, ainsi que le développement économique de la ville.

## Ville de Montpellier, France

- L'objectif de la ville de Montpellier est de mettre à la disposition du plus grand nombre des aliments sains, nutritifs et durables en utilisant la tarification alimentaire, la diversité des menus et une politique audacieuse d'achat de denrées alimentaires. Aujourd'hui, elle distribue chaque jour 15 000 repas aux écoliers et aux hôpitaux en utilisant 5 à 7 tonnes de nourriture.
- La ville s'est engagée à utiliser 100 % de produits biologiques et/ou locaux d'ici 2026 (contre 52% actuellement). Elle garantit des options végétariennes quotidiennes à l'école pour montrer l'exemple et met en place des activités éducatives. La municipalité travaille également directement avec les producteurs pour aider à structurer les chaînes de valeur locales, en utilisant des appels d'offres pour de petites quantités et des critères qui mettent l'accent sur la meilleure qualité alimentaire plutôt que sur les meilleurs prix.



Panélistes de gauche à droite : **Sakaja Arthur Johnson**, Gouverneur de Nairobi, Kenya / **Anna Scavuzzo**, Adjointe au Maire, Milan, Italie



**Adanech Abiebie**, Maire d'Addis-Abeba, Éthiopie

## PARLEMENTAIRES

### Réseau interparlementaire pour l'éducation (IPNEd)

- L'IPNEd a annoncé son intention de publier un outil pour les parlementaires sur l'alimentation scolaire, offrant des conseils sur les aspects clés du travail des parlementaires : plaider/positionnement dans l'agenda du gouvernement et des partis, législation, financement, et rendre les gouvernements redevables des politiques et des programmes de repas scolaires.

Des parlementaires de Tanzanie et du Ghana ont expliqué comment ils aidaient les objectifs de la Coalition en tant que membres du parti majoritaire ou de l'opposition.

- La parlementaire tanzanienne a souligné le lien vital entre la nutrition et le développement du capital humain et a présenté le rôle des parlementaires dans la défense de la nutrition et des repas scolaires, dans l'adoption de lois, dans la mise en place de financements et dans la surveillance des budgets gouvernementaux. Elle a décrit des initiatives personnelles, telles que la collaboration avec le ministère de l'Agriculture pour élaborer des directives nationales sur les repas scolaires, l'adhésion de la Tanzanie à la Coalition pour l'alimentation scolaire en plaidant auprès de S.E. le président de la Tanzanie, et la création d'une ONG pour mettre en œuvre l'alimentation scolaire en mettant l'accent sur le jardinage scolaire et la mobilisation de la communauté.
- Le parlementaire du Ghana, où le gouvernement finance entièrement un programme national de repas scolaires, a annoncé que les membres de la minorité au Parlement initiaient un projet de loi privé visant à créer une institution responsable du programme de repas scolaires, avec des allocations budgétaires, afin de rendre le programme plus efficace. Il s'est engagé à continuer à plaider auprès du gouvernement ghanéen pour qu'il rejoigne la Coalition pour l'alimentation scolaire.

## ONG ET RÉSEAUX

### Plan International

- Plan International a annoncé que plus de 100 organisations de la société civile, dont Plan International et Vision Mondiale, ont lancé un appel à l'action pour demander aux gouvernements de rendre compte de l'efficacité de la distribution des repas scolaires. L'appel à l'action vise à unir la société civile et hiérarchise le bien-être des enfants, en mettant l'accent sur ceux qui en ont le plus besoin. Ils ont encouragé d'autres organisations de la société civile à se joindre à l'appel à l'action.

### Vision Mondiale

- Vision Mondiale a exprimé son engagement pour la cause des repas scolaires dans le contexte d'instabilité mondiale, en annonçant que World Vision fournit un million de repas scolaires par an, ce qui en fait un programme important dans son portefeuille.
- Elle a mis en avant des initiatives spécifiques dans des pays comme le Burundi, la République démocratique du Congo, le Mozambique et le Rwanda, en soulignant le rôle des repas scolaires dans le développement des communautés.

## La Fondation mondiale pour la nutrition infantile (GCNF)

- La GCNF organise le Global Child Nutrition Forum, une conférence de plusieurs jours, afin de faciliter les échanges entre pairs sur les questions relatives aux programmes de repas scolaires.
- Le prochain forum se tiendra fin 2024, dans le cadre officiel du calendrier de la Coalition, et proposera un examen approfondi du programme du pays hôte par le biais de visites d'écoles. Le forum aidera les gouvernements à mettre en œuvre leurs engagements et servira de plateforme pour partager les forces opérationnelles et l'apprentissage. Le contenu sera alimenté par l'enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires, qui recueille des données directement auprès des gouvernements. Le nouveau cycle de collecte de données débutera en novembre 2023.

## Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

- Le mouvement SUN a appelé à mettre davantage l'accent sur les régimes alimentaires sains et à adopter une approche plus systémique et multisectorielle de la fourniture de repas scolaires, en utilisant une approche fondée sur le cycle de vie, qui nécessite une collaboration entre les secteurs reliant la santé, l'éducation, les systèmes alimentaires, la protection sociale, l'eau et l'assainissement afin de créer un environnement scolaire dans lequel les enfants peuvent s'épanouir.
- Il a annoncé une collaboration avec la France, qui accueillera le prochain sommet sur la nutrition pour la croissance, afin de s'assurer que les pays intègrent la nutrition dans des domaines intersectoriels, notamment par le biais de l'alimentation scolaire, et qu'ils prennent des engagements multisectoriels et multipartites.

## INSTITUTIONS DE L'ONU

### Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

- La FAO et ses partenaires développent une méthodologie pour utiliser les données sur les régimes alimentaires des écoliers et les vulnérabilités nutritionnelles afin de prendre des décisions sur ce que les repas scolaires devraient fournir dans un contexte spécifique. La méthodologie intégrera également les aspects du système alimentaire scolaire, y compris l'approvisionnement alimentaire et l'empreinte environnementale, dans la mesure du possible. La FAO a souligné la nécessité de veiller à ce que les repas scolaires soient adéquats sur le plan nutritionnel, mais aussi réalisables et cohérents avec les environnements alimentaires scolaires et les politiques publiques d'approvisionnement.
- La FAO lancera un appel aux « jeunes défenseurs de l'alimentation scolaire » pour aider à faire avancer ce programme au sein et parmi leurs pairs dans les écoles.
- La FAO est prête à aider les gouvernements à optimiser l'impact nutritionnel de leurs programmes par la mise en œuvre de normes nutritionnelles solides et d'une éducation à l'alimentation et à la nutrition, en liant efficacement les repas scolaires à la production locale par le biais d'achats durables et inclusifs, et en développant des cadres juridiques et politiques en matière d'alimentation et de nutrition à l'école.

### Fonds international de développement agricole (FIDA)

- Le FIDA aide la Coalition à atteindre ses objectifs et travaille sur le système des repas scolaires, qui est un moyen essentiel de développer l'économie des communautés rurales, y compris l'élevage. Actuellement, le FIDA aide les programmes d'alimentation scolaire à base

de produits locaux dans 19 pays, reliant les communautés rurales aux écoles par le biais de l'approvisionnement alimentaire.

- Les discussions sur les programmes d'alimentation scolaire dans le contexte de la consultation en cours sur la 13e reconstitution des ressources de base du FIDA ont été accueillies favorablement.

### **Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)**

- Le Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022 a mobilisé 167 pays pour transformer les systèmes éducatifs, y compris les repas scolaires. Le Partenariat pour une éducation plus verte (PEV) a été lancé pour répondre à la crise mondiale du climat et de l'environnement. Les repas scolaires jouent un rôle intégral dans l'aide apportée à ses objectifs, en particulier les trois priorités que sont l'écologisation des écoles, l'écologisation des programmes scolaires et l'écologisation des communautés. Grâce au système éducatif, les pays ont la possibilité de préparer chaque apprenant à lutter contre le changement climatique et à promouvoir la transformation des systèmes alimentaires, des régimes alimentaires sains et le développement durable, et il faut davantage d'actions intersectorielles.
- La COP28 sera la première conférence des Nations unies sur les changements climatiques à consacrer une « Journée de l'éducation », portée par le Japon et le Royaume-Uni. La présentation de la feuille de route du PEV offre une occasion immédiate de créer une feuille de route commune avec des objectifs réalisables et d'aligner le travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire et du PEV.
- L'opportunité à moyen terme est de remodeler l'ODD 4 en construisant des alliances intersectorielles pour le changement dans le secteur de l'éducation et d'autres secteurs, permettant des solutions éducatives à des défis plus larges.

### **Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

- L'UNICEF s'est engagé à continuer d'aider les gouvernements et les partenaires à mettre en œuvre des programmes intégrés qui favorisent le changement dans les domaines de l'éducation, de la santé scolaire et de la nutrition, en mettant l'accent sur les enfants défavorisés et marginalisés.

### **Programme alimentaire mondial (PAM)**

- L'alimentation scolaire restera un programme phare du PAM, et l'organisation apportera son aide à au moins 70 pays en fournissant un soutien technique et opérationnel à leurs programmes nationaux, ce qui leur permettra d'atteindre au moins 100 millions d'enfants.
- En tant que leader mondial en matière d'alimentation scolaire, le PAM collaborera avec des partenaires de différents secteurs pour veiller à ce que les programmes soient intégrés aux investissements dans l'éducation de qualité, la prévention de la malnutrition, le renforcement des systèmes alimentaires et l'action pour le climat.
- Il continuera d'accueillir le Secrétariat de la Coalition, en mettant à disposition une équipe dédiée pour aider les coprésidents, les États membres, ainsi que les initiatives et les partenariats de la Coalition.
- Enfin, le PAM suivra les progrès réalisés au niveau mondial en gérant la base de données de la Coalition, en publiant tous les deux ans le rapport sur l'état de l'alimentation scolaire dans le monde et en apportant son soutien à tous les résultats de cette réunion.

## Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire

- L'objectif du [Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire](#) est de collecter et de partager les preuves issues de la littérature existante et des programmes en cours, et de convertir ces preuves en orientations politiques utiles pour les gouvernements et les partenaires. Ce travail est effectué par un réseau mondial indépendant d'universités, de chercheurs et de praticiens sous la forme de communautés de pratique. Le Consortium compte actuellement six communautés de pratique et travaille avec des partenaires tels que le Centre d'excellence brésilien contre la faim, le CERFAM et l'IPNEd.
- La communauté de pratique des « Bonnes pratiques » vise à comprendre la réalité des programmes nationaux. Les études de cas produites par la communauté de pratique fournissent des informations sur les caractéristiques les plus importantes des programmes nationaux dans 25 pays. Les conclusions sont résumées dans la déclaration annuelle du Consortium de recherche. Le Consortium a appelé tous les pays membres intéressés à développer une étude de cas avec la communauté de pratique.
- Le Cambodge sera le premier pays d'Asie du Sud-Est à réaliser une étude de cas avec la communauté de pratique du Consortium de recherche. En raison de priorités concurrentes dans le secteur de l'éducation, le ministère de l'Éducation a besoin de preuves de l'impact sur l'apprentissage, afin de plaider en faveur de l'alimentation scolaire et d'aider à l'augmentation du budget qui lui est alloué, d'où le rôle important du Consortium de recherche dans le soutien à la recherche factuelle.
- De nouvelles recherches et initiatives menées par des nutritionnistes sur les enfants d'âge scolaire confirment l'importance d'une bonne nutrition pendant les phases vulnérables du développement tout au long des premiers « 8 000 jours ». Le manque de rapports sur les enfants d'âge scolaire et les adolescents est lié à l'absence d'outils de mesure/d'indicateurs pour cette tranche d'âge.
- La communauté de pratique sur la mesure de la nutrition du consortium s'appuie sur cette dynamique pour développer les preuves nécessaires au soutien de la mise en œuvre d'indicateurs pertinents sur la nutrition et l'alimentation destinés aux enfants d'âge scolaire. Le consortium a initialement lancé le projet BOND-Kids avec les NIH et l'USDA des États-Unis, ce qui a permis de générer les données probantes requises pour développer ces indicateurs. L'étape suivante consiste à traduire ces preuves en indicateurs, en commençant par l'Afrique. La communauté de pratique s'engage actuellement avec les réseaux de nutrition pour identifier les besoins et la manière dont les lacunes existantes seront comblées.
- Le consortium a présenté un livre blanc fondé sur des preuves, intitulé « [School Meals and Food Systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity, and food sovereignty \(Repas scolaires et systèmes alimentaires : Repenser les conséquences pour le climat, l'environnement, la biodiversité et la souveraineté alimentaire\)](#) ». Ce document montre que l'alimentation scolaire représente une occasion unique de relever de multiples défis liés aux systèmes alimentaires et propose des domaines d'action pratiques déjà mis en œuvre par des pays tels que le Brésil, l'Allemagne, le Kenya et la Suède. Certains de ces changements sont neutres en termes de coûts ou permettent de réaliser des économies, par exemple les mesures visant à réduire le gaspillage alimentaire ou une cuisine plus économe en combustible. Le Consortium offre son soutien aux pays pour estimer le coût des changements vers des approches respectueuses de l'environnement. Le Consortium a invité les participants à réagir au document de travail et à approuver ses recommandations avant la COP28, où les conclusions seront présentées.

## Initiative de données et de suivi

- L'objectif de l'Initiative de Données et de Suivi est d'établir et d'institutionnaliser une base de données mondiale pour la santé et la nutrition scolaires en tant que bien public mondial. À la suite du sommet sur la transformation de l'éducation l'année dernière, les États membres ont décidé de réviser les objectifs et les indicateurs cibles de l'ODD 4 et, pour la première fois, se sont accordés sur l'ajout d'un indicateur de repas scolaire. L'Initiative développera cet indicateur et le processus de collecte des données.

## FONDATIONS PHILANTHROPIQUES

### Dubai Cares

- Dubai Cares accueille la deuxième édition du Sommet RewirEd lors de la COP28 le 8 décembre 2023. Dubai Cares, ainsi que les partenaires stratégiques de RewirEd Summit tels que la Coalition pour l'alimentation scolaire et le PAM, réuniront les secteurs de l'éducation et du climat afin d'aligner les stratégies et les agendas et de mener collectivement des actions par le biais d'engagements mondiaux et nationaux, de pratiques innovantes et de solutions évolutives pour les repas scolaires.

### Fondation Rockefeller

- L'aide apportée par la Fondation Rockefeller s'inscrit dans le cadre de sa stratégie Good Food. Influencer la production alimentaire et le régime alimentaire d'une grande partie de la population peut commencer par des changements dans les menus et les processus des repas scolaires. La fondation a investi pour aider de nombreux pays à introduire des innovations dans leurs programmes, à commencer par les États-Unis. Au Rwanda, elle aide à introduire des céréales complètes pour 3 000 enfants. Le programme touche aujourd'hui 60 000 enfants et espère atteindre 4 millions d'enfants à l'avenir. D'ici quelques années, l'utilisation de céréales complètes permettra d'apporter plus de nourriture et d'éléments nutritifs aux enfants, en utilisant 30 % d'engrais et de terres en moins, et ce changement est neutre sur le plan budgétaire.
- La Fondation Rockefeller a également travaillé avec le Conseil national pour l'éducation des nomades (Naconek) et accompagné le gouvernement du Kenya afin d'étendre le programme d'alimentation scolaire à 10 millions d'enfants de manière durable, et de renforcer ses capacités pour rendre le programme aussi efficace que possible.
- Alors que les gouvernements augmentent leurs investissements dans les repas scolaires, la fondation a appelé à une initiative visant à accélérer la capacité de la Coalition à aider les gouvernements et à leur permettre de renforcer les capacités nationales pour mettre en œuvre des programmes à grande échelle, avec l'aide de philanthropes.

*Panélistes de gauche à droite :*  
**Stefania Giannini**, Sous-Directrice générale pour l'éducation, UNESCO / **Johan Krafft**, Directeur général du Ministère des affaires rurales, Suède / **Roy Steiner**, Senior Vice Président, The Rockefeller Foundation





## 4. Financement de l'action

Lors du Sommet, les pays ont souligné l'importance d'assortir les engagements politiques d'un financement adéquat et ont illustré la manière dont ils y parviennent dans des contextes spécifiques.

L'année dernière à Helsinki, la déclaration [des dirigeants de la Coalition pour l'alimentation scolaire 2022](#) a clairement souligné la nécessité pour « les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement de lancer des initiatives qui mobilisent des financements concessionnels, non concessionnels et innovants pour les programmes d'alimentation scolaire, compte tenu des taux de rendement élevés et auto-renforçants des investissements intersectoriels dans l'alimentation scolaire réalisés au niveau local ». À Paris, une série d'options de financement innovantes, y compris les échanges de dettes et les financements mixtes mobilisés par le biais du système multilatéral de développement, ont été discutées, ainsi que les initiatives actuelles des institutions financières internationales dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

### PAYS

#### Bénin

- Le gouvernement s'est engagé à assurer une couverture universelle dans les écoles primaires publiques d'ici 2026 et a budgétisé les ressources nécessaires.
- En outre, le gouvernement fait appel à la finance mixte. La Banque islamique de développement (BID) s'est engagée à aider le Bénin à hauteur de 25 millions de dollars américains pour renforcer le programme et atteindre ses engagements.

#### Brésil

- L'alimentation scolaire est un droit garanti par la constitution brésilienne et le fait qu'il y ait des allocations financières affectées au programme le rend gratuit, universel, pour 40 millions d'élèves par jour, avec une loi qui stipule qu'au moins 30 % des ressources sont allouées à l'achat de denrées produites par des exploitations agricoles familiales.

#### Burundi

- Le gouvernement prévoit d'augmenter progressivement le budget annuel dédié au programme. En 2023, le gouvernement a presque doublé le budget en le faisant passer de 2,5 millions de dollars américains à 4,5 millions de dollars américains.

#### Cambodge

- Le Cambodge a réalisé de grands progrès dans le cadre du programme de repas scolaires et a annoncé que, dans les années à venir, le pays augmenterait son budget national pour renforcer le programme et fournir des repas scolaires de qualité et nutritifs. Il mettra en œuvre les repas scolaires dans le cadre d'un programme de protection sociale plus large et les intégrera dans la politique nationale de nutrition.

## Commission européenne

- La Commission européenne s'est engagée à investir dans l'alimentation scolaire et à créer des environnements scolaires sains. Elle collabore avec des pays européens comme la France, l'Allemagne et l'Espagne à travers les régions du monde pour promouvoir l'élaboration de repas scolaires produits avec des produits locaux, en se connectant aux chaînes de valeur locales, en fournissant des aliments diversifiés et nutritifs, et en intégrant les changements climatiques, notamment en République centrafricaine, en Haïti et au Malawi.
- La Commission européenne a annoncé une contribution de 10 millions de dollars américains au programme d'alimentation scolaire soutenu par le PAM en Afghanistan.

## Allemagne

- L'Allemagne a exprimé son engagement continu envers la Coalition et a annoncé un projet de 22 millions d'euros pour accélérer les programmes de repas scolaires, aider à la transformation des systèmes alimentaires et améliorer les chaînes de valeur alimentaires en Sierra-Leone et au Laos sur une période de cinq ans, en partenariat avec le PAM. Cette collaboration devrait générer des preuves et des approches dont les autres États membres pourront bénéficier.

## Haïti

- Haïti dispose de deux fonds innovants qui joueront un rôle déterminant dans la réalisation des engagements pris par le pays en matière d'élargissement de la couverture.
- Tout d'abord, le Fonds national pour l'éducation, soutenu par le Parlement, qui inclut les repas scolaires et est financé par les envois de fonds de la diaspora et une part des revenus des appels téléphoniques en provenance de la diaspora.
- Deuxièmement, le mécanisme de financement multiplicateur du PME, qui a servi de levier pour mobiliser des fonds supplémentaires et réduire les taux d'intérêt de la dette. Les 19 millions de dollars américains (dont 11 millions pour l'alimentation scolaire) du PME sont complétés par des financements de la Banque interaméricaine de développement, de la fondation Education Above All et du programme McGovern-Dole du ministère de l'Agriculture des États-Unis.
- Les programmes d'alimentation scolaire aident d'autres efforts visant à renforcer les résultats de l'éducation, en particulier le programme de compensation des pertes d'éducation financé par Education Cannot Wait et d'autres partenaires, qui vise à améliorer la fréquentation scolaire.

## Kenya

- Le Kenya a doublé le budget national de 15 millions de dollars américains à plus de 30 millions de dollars américains en 2023 pour accompagner la mise à l'échelle du programme national.
- Les gouvernements des comtés prennent également des engagements. Le gouvernement du comté de Nairobi City a débloqué 11 millions d'euros cette année uniquement pour le programme d'alimentation scolaire et le gouvernement national s'aligne sur cette somme.

## Rwanda

- Le programme au Rwanda est guidé par la politique nationale d'alimentation scolaire globale de 2019, qui a étendu le programme aux écoles primaires. Le Rwanda nourrit actuellement environ 3,8 millions d'écoliers par jour, contre 600 000 enfants en 2021. Cette mise à l'échelle s'est accompagnée d'une augmentation du budget consacré aux repas scolaires, qui a triplé pour atteindre 90 millions de dollars américains à comparer à 27 millions de dollars en 2020. Cela a nécessité de repenser la stratégie de financement.
- L'Initiative pour le financement durable a fourni une aide technique pour élaborer une stratégie de financement afin de mettre en œuvre la politique. Des directives opérationnelles ont été élaborées et utilisées comme un outil efficace de calcul des coûts pour éclairer la prise de décision politique multisectorielle. L'un des aspects pris en compte était la valeur nutritionnelle des repas.
- Le programme est financé par des subventions gouvernementales et des contributions parentales. Dans les écoles primaires, la subvention du gouvernement représente environ 90 % du coût, et les parents contribuent à hauteur de 10 %. Dans l'enseignement secondaire, le gouvernement assure 85 % du financement (5 % dans le cas des internats, où trois repas sont fournis).
- Le Rwanda explore des instruments innovants de financement du climat avec l'aide de l'Initiative pour le financement durable.

## Sri Lanka

- Le gouvernement sri-lankais s'est engagé à étendre la couverture des repas gratuits d'un million d'élèves à l'ensemble des 1,6 million d'élèves du primaire d'ici 2024 et à atteindre une couverture universelle d'ici 2030. Pour ce faire, il s'engage à augmenter le budget national de 61 millions de dollars américains à 204 millions de dollars américains.
- Le gouvernement prévoit d'introduire une nouvelle loi pour établir un Fonds de nutrition scolaire afin de garantir l'allocation continue de ressources dédiées à partir du budget national.

## États-Unis

- L'administration Biden s'est engagée à étendre les repas scolaires gratuits et sains à 9 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2032.
- L'USDA se concentre également sur le développement des aliments locaux et saisonniers dans ses programmes de repas scolaires par le biais du programme « Farm to School », qui fournit plus d'un milliard de dollars par an à près de trois quarts des districts scolaires.
- Au niveau international, le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il investissait près d'un demi-milliard de dollars (455 millions de dollars américains) dans la sécurité alimentaire, dont 230 millions de dollars américains pour des programmes pluriannuels de repas scolaires dans sept pays, par l'intermédiaire de son programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Program. Les États-Unis restent déterminés à faire en sorte que les programmes tiennent compte des différences entre les sexes et qu'ils soient accessibles, nutritifs et inclusifs.

# INSTITUTIONS ET MÉCANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

## Banque islamique de développement

- La Banque islamique de développement, une banque multilatérale de développement, a annoncé le projet d'initiative de développement du capital humain, un mécanisme de financement mixte de 2,5 milliards de dollars américains axé sur l'investissement dans l'avenir des apprenants. Ce projet, mis en œuvre en partenariat avec le PAM, utilisera une approche multisectorielle pour investir dans les repas scolaires, couvrant non seulement la santé et la nutrition, mais aussi l'agriculture, la sécurité alimentaire et les enfants non scolarisés qui ont été marginalisés.
- Ils ont souligné la nécessité de l'aide des donateurs pour assouplir les prêts aux pays membres, comme cela a été fait au Bénin.

## Banque interaméricaine de développement (BID)

- En 2023, la BID a intensifié ses investissements dans l'éducation pour atteindre 1 milliard de dollars américains et prévoit de hiérarchiser l'éducation au sein du secteur social dans sa stratégie institutionnelle.
- La BID s'est également réengagée dans le financement des programmes de repas scolaires, en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire et en collaborant avec le PAM pour publier le premier rapport sur l'état de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les priorités d'investissement consistent à aider les pays à augmenter le nombre de jours où les repas sont disponibles et à fournir une assistance technique pour améliorer la qualité et l'efficacité.
- Un exemple de financement mixte est la collaboration avec le PME pour aider les pays à mettre en place des mécanismes de financement multiplicateurs. Ils travaillent actuellement avec Haïti pour obtenir 44 millions de dollars américains de subventions.
- La banque est engagée dans des mécanismes innovants d'échange de dettes pour aider des pays comme l'Équateur à refinancer leurs dettes pour d'autres initiatives de développement.

## Dubai Cares

- Dubai Cares a annoncé une étude de faisabilité pour un modèle d'obligations à impact social pour l'éducation lié à l'alimentation scolaire. Le projet implique le gouvernement du Sénégal, le PAM, le Crédit Agricole et la Fondation Grameen Crédit Agricole.
- L'ambition est de développer des modèles applicables autour de l'alimentation scolaire à base de produits locaux en reliant mieux les programmes d'alimentation scolaire et les chaînes de valeur agricoles locales. Le renforcement de ces chaînes de valeur aidera à la résilience des bénéficiaires cibles et de leurs marchés. Grâce à un financement mixte, le programme d'impact social pourra contribuer à la transformation du secteur de l'éducation au Sénégal.

## Éducation sans délai (ECW)

- L'alimentation scolaire est une priorité du plan stratégique 2023-2026 de l'ECW. ECW travaille avec les gouvernements et les partenaires pour s'assurer que l'alimentation scolaire fait partie d'une approche holistique de l'éducation qui aide à l'apprentissage de tous les enfants et en particulier ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte, y compris les enfants touchés par les conflits et les catastrophes, et les filles. ECW a investi 15 millions de dollars dans l'alimentation scolaire au cours des quatre dernières années.

## Partenariat mondial pour l'éducation (PME)

- Le PME aide à développer des mécanismes innovants pour l'éducation, tels que le mécanisme de financement à effet multiplicateur, en plus de soutenir les programmes par le biais de leurs mécanismes de financement traditionnels.
- Il a lancé le mécanisme d'assistance technique pour la santé et la nutrition scolaires, en partenariat avec le PAM, qui vise à renforcer la capacité des pays à mettre en place des programmes de repas scolaires durables, pris en charge par les autorités nationales, qui tiennent compte des questions de genre et fournissent aux écoliers des aliments sûrs, diversifiés et nutritifs achetés localement. Le mécanisme d'assistance technique aidera les pays à améliorer leurs cadres juridiques et politiques, à élaborer des stratégies de financement durables, à améliorer les achats d'aliments produits localement et à renforcer la base de données factuelles.



Panélistes de gauche à droite : **Ferdinando Regalia**, Directeur du secteur social, Banque interaméricaine de développement / **Laura Frigenti**, Directrice générale, Partenariat mondial pour l'éducation



**Tariq Al Gurg**, Directeur général et vice-président, Dubai Cares



## INITIATIVES DE LA COALITION

### Consortium de recherche

- La communauté de pratique sur le retour sur investissement étudie le rendement des investissements dans de multiples secteurs pour des programmes spécifiques dans des pays spécifiques, afin d'aider au plaidoyer et à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. L'exemple de la Côte d'Ivoire a été présenté lors de la réunion.

### Initiative pour le financement durable

- L'initiative pour le financement durable travaille avec les pays sur les coûts et les stratégies de financement, par le biais de la recherche et de l'analyse, de l'aide directe aux pays et de l'inscription du financement des repas scolaires à l'ordre du jour mondial.
- Le travail est guidé par les trois principales conclusions de de l'état des lieux mené par l'initiative : les pays ou gouvernements n'ont pas de plan de financement clair pour leurs programmes d'alimentation scolaire ; il est nécessaire de renforcer la nature multisectorielle et multipartite des programmes dans les stratégies de plaidoyer et de financement (au-delà du secteur de l'éducation) ; et la communauté internationale a un rôle à jouer pour combler le déficit de financement dans les pays à faible revenu.
- L'IFD a souligné l'opportunité d'examiner les systèmes fiscaux afin de déterminer s'il est possible de générer davantage de recettes nationales et d'explorer des moyens novateurs de mobiliser des fonds, tels que l'affectation de taxes aux repas scolaires, comme c'est le cas en Inde et en Bolivie. Il est également essentiel de réfléchir à la manière d'améliorer l'efficacité des programmes. Sur la scène internationale, il est nécessaire d'augmenter la part de l'aide consacrée aux repas scolaires, avec de nouvelles solutions telles que les échanges de dettes pour les repas scolaires et les fonds liés au climat.



*Panélistes de gauche à droite : **Liesbet Steer**, Directrice, Initiative pour le financement durable / **Carmen Burbano de Lara**, Directrice, Division de l'alimentation scolaire du PAM et Secrétariat de la Coalition / **Donald Bundy**, Directeur, Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires*

Bien que la Coalition ait déjà réalisé des avancées significatives, atteindre l'objectif mondial qui vise à assurer que tous les élèves du primaire bénéficient de repas scolaires nutritifs d'ici 2030 demande un engagement politique soutenu, ainsi que des ressources et financements accrus à tous les niveaux. Les solutions visant à accroître l'espace budgétaire des pays à faible revenu et l'aide qui leur est apportée feront l'objet d'une attention particulière en 2024, notamment dans le cadre de l'Initiative de financement durable de la Coalition.

Ce premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est appuyé sur les dialogues mondiaux précédents, notamment l'événement sur le bilan des systèmes alimentaires à Rome en juillet, le Sommet africain sur le climat à Nairobi et l'AGNU à New York en septembre, ainsi que les discussions du G7 et du G20. Il a souligné le rôle essentiel que jouent les programmes d'alimentation scolaire pour relever les défis mondiaux auxquels sont confrontés les enfants et pour fournir une plateforme pour la transformation des systèmes alimentaires et la promotion d'une alimentation saine. Les preuves présentées ont permis de mieux comprendre comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent conduire à des changements systémiques dans le monde entier, en faisant progresser le développement du capital humain, les systèmes alimentaires durables et les réponses respectueuses de la planète, et ont démontré l'importance du leadership des gouvernements et de l'aide des partenaires. Le rôle de l'alimentation scolaire dans le renforcement de la confiance dans les institutions étatiques, la restauration de la légitimité de l'État et la promotion de la stabilité a été souligné.

Les participants ont convenu de la nécessité de continuer à exercer un leadership politique pour souligner l'importance de l'alimentation scolaire dans les discussions mondiales au cours des deux prochaines années, y compris lors de la COP28, le sommet « Nutrition pour la croissance » et du Sommet des Nations Unies pour l'avenir, ainsi que dans les discussions politiques au sein du G7 et du G20, entre autres.

Reconnaissant l'importance des discussions régionales et mondiales, une série d'événements de la Coalition a été annoncée :

- L'Espagne a annoncé qu'elle accueillerait une conférence en novembre 2023, dans le cadre de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, impliquant 27 pays, afin d'établir une direction commune pour s'assurer que tous les enfants reçoivent au moins un repas nutritif par jour en Europe.
- Les Émirats arabes unis accueilleront la COP28 avec un segment de haut niveau sur l'alimentation scolaire pendant la journée de l'éducation.
- Le groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire se réunira au niveau ministériel au Kenya en 2024.
- La CEDEAO accueillera une réunion ministérielle régionale en Afrique de l'Ouest en 2024.
- Le Mexique accueillera la 10e édition du Forum régional d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'alimentation scolaire en juillet 2024, ainsi qu'une réunion régionale de la Coalition.
- Les Philippines ont annoncé qu'elles accueilleraient, avec le Cambodge et le PAM, la première réunion régionale sur l'alimentation scolaire en Asie au début de 2024, et une deuxième en 2025.
- Le Brésil a annoncé qu'il accueillerait le prochain sommet mondial de la coalition en 2025 et qu'il s'efforcera de favoriser la coopération sud/sud et l'apprentissage par les pairs.

